



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 52 – 25 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LA BAFD ET LA
BEI LANCENT
L'INITIATIVE
BOOST AFRICA

GHANA : L'EMISSION
D'UNE OBLIGATION
DOMESTIQUE A 10 ANS
A PERMIS AU
GOUVERNEMENT DE
LEVER 438 M GHC
(110 M USD)

TANZANIE :
PLUS DE 2 000
NOUVELLES
ENTREPRISES
ENREGISTREES
EN UN AN

NIGERIA :
PROJET DE
CONSTRUCTION D'UN
ECOQUARTIER POUR
300 M USD A LAGOS

COMORES :
UNE NOUVELLE
CENTRALE ELECTRIQUE
EN COURS DE
CONSTRUCTION

ANGOLA:
LANCEMENT DU
PREMIER HOTEL
D'ACCOR EN ANGOLA

ALLIANCE EXCLUSIVE
ENTRE SOCIETE
GENERALE ET
AMERICAN EXPRESS EN
AFRIQUE DE L'OUEST

CAMEROUN :
REOUVERTURE DES
FRONTIERES AVEC LE
NIGERIA

NAMIBIE :
LA BEI ACCORDE UN
PRET DE 7,5 M EUR A
TRUSTCO



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La BAfD et la BEI lancent l'initiative *Boost Africa*

Le président de la Banque africaine de développement et celui de la Banque européenne d'investissement ont lancé le 21 novembre à Abidjan l'initiative *Boost Africa*. Grâce à un premier investissement de 150 M EUR, apporté conjointement par la BAD (75 M EUR) et la BEI (75 M EUR), *Boost Africa* devrait mobiliser jusqu'à 1 Md EUR pour financer des PME et start-up du continent, via des fonds d'investissements qu'il abondera. L'objectif du programme est d'atteindre à terme 3 000 PME et start-up.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Le marché des objets connectés pourrait représenter 500 Mds USD en 2025 sur le continent

Le marché de l'internet des objets en Afrique devrait atteindre environ 500 Mds USD (plus de 450 Mds EUR) d'ici à 2025 et les connexions *machine to machine* (M2M), croître de 25 % en 2020. Les opérateurs de télécoms entendent profiter de cette tendance. Vodacom a ainsi pris le contrôle du capital de la société sud-africaine XLink, pionnière de la gestion des transferts d'argent sur les réseaux 2G+ (GPRS). Il reste néanmoins énormément d'obstacles à surmonter avant que les objets connectés fassent partie du quotidien des Africains. Il faut d'abord impliquer les pouvoirs publics, tant dans l'accompagnement des structures que dans l'établissement d'un cadre législatif, puis créer les outils nécessaires au traitement des données.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Gabon / Guinée Equatoriale : signature d'un accord concernant le conflit territorial de l'île de Mbanié

Mardi 15 novembre à Marrakech, en marge de la COP 22, les présidents gabonais et équato-guinéen, Ali Bongo et Teodoro Obiang, ont ratifié un accord spécial visant à soumettre à la Cour internationale de justice le différend frontalier concernant la baie de Corisco (îlots de Mbanié, Cocotier et Conga), présumée riche en ressources pétrolières. Les deux pays se disputent la souveraineté de ces îles depuis les années 1970. La nomination en début d'année 2016 d'un nouveau médiateur, Jeffrey Feltman, par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a permis de détendre les tensions entre la Guinée Equatoriale et le Gabon sur ce conflit territorial.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ Cameroun : réouverture des frontières avec le Nigéria

Après 2 ans de fermeture pour endiguer la montée de l'insécurité résultant des incursions de Boko Haram en territoire camerounais, la frontière entre le Cameroun et le Nigéria longue de 1 500 km sera rouverte prochainement. Cette décision a été prise par le gouvernement camerounais qui estime la menace Boko Haram sous contrôle et qui souhaite la reprise des échanges transfrontaliers entre les deux pays, et la réouverture des différents postes douaniers le long de la frontière.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : appréciation du rand en lien avec l'abandon des chefs d'accusations pesant sur le ministre des Finances

Le 31 octobre, les chefs d'accusations pesant sur le ministre des Finances (création d'une unité de renseignement illégale au sein de la *South African Revenue Service* en 2007 alors qu'il en était le Commissaire), personnalité très appréciée des milieux d'affaires pour sa rigueur budgétaire, ont été abandonnés. Dans le sillage de cette nouvelle, le rand s'est apprécié d'1,57 % depuis le 1^{er} janvier face au dollar US le jour de l'annonce, portant l'appréciation de la devise à +13,27 % (en dépit des nombreux épisodes de forte volatilité).

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : recul de l'indice PMI en octobre

En dessous des 50 points pour le 3^{ème} mois consécutif, l'indice PMI mesurant la qualité du climat des affaires a reculé de 48,5 points en septembre à 45,9 points en octobre. La moyenne de l'indice sur les 10 premiers mois de l'année s'établit à 49,5 points (48,7 points en moyenne en 2015), traduisant une légère contraction du secteur manufacturier. L'avenir de ce dernier reste pénalisé par la faiblesse de l'activité intérieure, par la perte de compétitivité de l'industrie locale et l'absence d'accélération de la demande des grands pays partenaires en biens manufacturés.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : progression du crédit au secteur privé en septembre

Le crédit au secteur privé a accéléré de 6,2 % en g.a en août (rythme le plus faible depuis décembre 2013) à +7,2 % en septembre, portant la hausse moyenne du crédit à 7,5 % sur les 9 premiers mois de l'année contre +8,9 % en 2015. L'accélération résulte du crédit aux entreprises (de +10,6 % à +12,8 %) et, dans une moindre mesure, des ménages (+1,4 % à +1,2 %). Les perspectives de progression du crédit au secteur privé restent contraintes par la faiblesse de l'activité, le manque de confiance, la hausse des taux d'intérêt en réponse aux pressions inflationnistes.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : baisse des importations de 35 % au premier trimestre

Selon le ministre angolais du Commerce, Fiel Constantino, et l'Institut national des statistiques, les importations de l'Angola ont diminué de 34,7 % (4,75 Mds EUR) et les exportations d'1,3 % (2,52 Mds EUR) au 1^{er} trimestre 2016. Les exportations angolaises étaient principalement dirigées vers la Chine (49 %), l'Inde (7,5 %), les Etats-Unis (5,7 %), le Portugal (4,4 %) et l'Afrique du Sud (4,3 %). 5 pays fournissent la moitié des achats de l'Angola : la Chine (15,4 %), le Portugal (14,4 %), les Etats-Unis (9,4 %), le Brésil (5 %), l'Afrique du Sud (4,2 %) et Singapour (4,2 %). De son côté, sur la même période, la France représente 3,8 % des exportations de l'Angola (-34,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015) et 3,4 % des importations (-18,2 %).

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : maintien de la notation souveraine en A- et de la perspective négative**

Fin octobre, l'agence *Standard & Poor's* a maintenu la notation de la dette souveraine de long-terme libellée en devises classée en A- (qualité moyenne supérieure d'investissement) tout en confirmant sa perspective négative (réévaluée à la baisse en avril). En effet, si la croissance devrait progresser graduellement, la faiblesse des cours des matières premières et de la demande externe (notamment américaine pour les diamants) pèsent sur le niveau d'activité. Toutefois, l'agence salue la résilience des finances publiques, le niveau élevé des réserves du *Pula Fund*, qui illustre la bonne gestion sur longue durée de la rente diamantifère grâce ainsi que la solidité des institutions.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : maintien de la notation souveraine en CC**

Le 28 octobre, l'agence de notation *Fitch* a maintenu la notation de la dette souveraine de long terme en devises en CC (défaut assorti d'un mince espoir de recouvrement) et en monnaie locale en C.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : revue budgétaire de mi-mandat, baisse des prévisions des ressources budgétaires**

Les recettes budgétaires pour 2016/17 accusent une baisse de 9 % (52,2 Mds N \$ contre 58,4 Mds prévus). Elles devraient atteindre 54,6 Mds N \$ pour l'année 2017/18 et 65,47 Mds en 2018/19. De manière à limiter le creusement du déficit public, le ministre a annoncé plusieurs mesures de consolidation, via des coupes de 4,5 Mds dans les dépenses non-prioritaires, des réformes dans la gestion de la masse salariale publique et une réallocation d'1 Md N \$ dans les priorités urgentes notamment la lutte contre la sécheresse. Malgré ces engagements, la dette publique progressera, passant de 29,8 % du PIB en 2015/16 à 42 % en 2018/19 avant de se stabiliser et de décroître progressivement.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : forte baisse du taux d'inflation à + 12,5 % en octobre et vente de Zamtel comme prérequis à un programme d'aide du FMI**

En baisse pour le 8^{ème} mois consécutif, l'inflation a reculé de +18,9 % en g.a en septembre à +12,5 % en octobre, portant le rythme moyen de progression des prix à +20,2 % sur les 10 premiers mois de l'année (contre +10 % en 2015). En rythme mensuel, la hausse des prix a, à l'inverse, accéléré passant de +0,1 % en septembre à +0,4 % en octobre. Par ailleurs, du 19 au 31 octobre, le FMI a effectué une mission en Zambie. A cette occasion, le Fonds a confirmé le ralentissement de la croissance en 2016 estimée à 3 %, contre 5 % en 2015.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : vulnérabilité du secteur bancaire zimbabwéen**

Moody's indique que le secteur bancaire zimbabwéen est de plus en plus vulnérable. D'une part, les banques font face à une crise aigüe de liquidités, laquelle a poussé le gouvernement à introduire des *bond notes* (pour un montant de 75 M USD dont la valeur serait indexée au dollar US) dans le système monétaire. D'autre part, la hausse rapide de la part, déjà importante, des titres d'Etat dans le bilan des banques, pose un risque systémique sur le secteur bancaire.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le taux d'inflation atteint 18,3 % en octobre**

D'après les chiffres du Bureau national de la statistique, en glissement annuel, la hausse des prix a progressé à 18,3 %, contre 17,9 % en septembre, soit son niveau le plus élevé depuis 8 ans. En variation mensuelle, l'inflation est restée stable à 0,8 % (même niveau qu'en septembre) alors qu'elle était en baisse continue depuis 4 mois. La hausse des prix alimentaires a atteint 17,1 % contre 16,6 % en septembre, tandis que l'inflation sous-jacente s'est établie à 18,1 % contre 17,7 % le mois précédent. Selon Ecobank, le comité de politique monétaire, qui se tiendra les 21 et 22 novembre, devrait maintenir le taux directeur inchangé à 14 % depuis juillet.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le manque de devises serait la principale difficulté rencontrée par les entreprises**

Selon l'agence de notation *Moody's*, l'économie nigériane est toujours en train de s'ajuster à un niveau de prix du pétrole plus faible et à ses répercussions sur les entrées en devises, qui ont conduit à une baisse de la disponibilité des dollars et à une réduction du niveau de la croissance. Le Nigéria reste malgré tout la plus grande économie d'Afrique subsaharienne en parité de pouvoir d'achat, offrant un marché de taille pour les entreprises (près de 180 M d'habitants). La croissance de la classe moyenne, à la fois en termes relatif et absolu, mais également la hausse du niveau de richesse des consommateurs, continueront de soutenir des dépenses de consommation élevées.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : ralentissement de la hausse des prix à la consommation à 15,8 % en octobre**

En glissement annuel, l'inflation a diminué de 1,4 point à 15,8 % contre 17,2 % au mois de septembre 2016. Cette situation résulte d'un ralentissement de la hausse des prix des biens non-alimentaires (19,4 % contre 21,6 % le mois dernier), tandis que l'inflation alimentaire est passée de 9 % à 8,7 %. La baisse de l'inflation au Ghana se confirme et se rapproche de l'objectif du FMI d'une hausse des prix contenue à 13,5 % d'ici la fin de l'année.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'émission pour la 1^{ère} fois d'une obligation domestique à 10 ans a permis au gouvernement de lever 438 M GHC (110 M USD)**

Pour la 1^{ère} émission d'une obligation domestique à 10 ans, le gouvernement ghanéen a levé 438 M GHC (110 M USD), soit 50 M USD de plus que son objectif, avec un taux d'intérêt de 19 %. Cette somme servira à soutenir les dépenses publiques. La dette publique s'établissait à 63 % du PIB à la fin du premier semestre 2016, et pourrait atteindre à 67 % d'ici la fin de l'année selon le FMI.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : le gouvernement annonce la fin des subventions aux carburants

Dans le cadre de ses nouvelles mesures, le prix à la pompe du gallon d'essence et de diesel est passé de 0,67 à 1,68 USD. Le prix du fuel atteint désormais 0,90 USD par litre contre 0,56 USD auparavant. Selon le porte-parole du président sierra-léonais Ernest Bai Koroma, cette hausse était nécessaire pour répondre à la baisse des recettes publiques causée par l'épidémie d'Ebola et la baisse du prix du minerai de fer. Le gouvernement sierra-léonais s'est lancé le mois dernier dans une cure d'austérité sans précédent, souhaitant réduire les dépenses de fonctionnement de 30 %. D'après les dernières estimations du FMI, après s'être contractée de 21,1 % en 2015, l'économie devrait croître à 4,3 % en 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : évolutions récentes de la conjoncture économique

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au Sénégal a progressé de 0,4 % en octobre 2016, portant l'inflation moyenne sur les douze derniers mois à 0,8 %. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des prix des services de l'enseignement (+1,2 %), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,1 %), des biens et services divers (+0,4 %). Le coût de la construction des logements neufs à usage d'habitation a quant à lui baissé de 0,6 % au troisième trimestre 2016 en raison principalement du repli de 0,8 % des prix des matériaux de construction.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : suppression progressive des subventions

Les autorités ont supprimé les subventions sur le kérosène, les billets d'avions et l'importation de médicaments, qui prenaient la forme d'un taux de change bonifié. En conséquence, le prix des billets d'avions en monnaie locale a quasiment doublé, et celui des médicaments a été multiplié jusqu'à trois. Le Soudan met progressivement fin au taux de change officiel de sa monnaie, dont le maintien à un niveau artificiel était jugé trop coûteux pour le pays. Alors que la livre soudanaise a perdu 56 % de sa valeur depuis le début de l'année, l'inflation annuelle est passée de 18,3 % en septembre, à 19,6 % au mois d'octobre.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : perte de 400 M USD de revenus du secteur touristique

Le ministère de la Culture et du Tourisme estime que le secteur du tourisme devrait enregistrer une perte de revenus de 400 M USD au cours de l'année budgétaire 2016/2017. Les résultats du 1^{er} trimestre enregistrent d'ores-et-déjà une baisse de 7,4 M USD, en raison des manifestations qui ont secoué les régions Oromo et Amhara. Les autorités éthiopiennes attendaient 3 Mds USD de recettes de ce secteur sur l'année budgétaire. Cette baisse devrait impacter la disponibilité déjà limitée des devises.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le budget 2017 à l'examen à l'assemblée nationale

Le budget du Cameroun pour 2017 s'établit à 4373,8 Mds FCFA (+3,3 % par rapport à 2016). Les recettes propres se situent à 3 143,9 Mds FCFA, dont 495,1 Mds FCFA de recettes pétrolières. Le besoin de financement serait comblé par des émissions de titres publics à hauteur de 560 Mds FCFA, des prêts projets pour 585 Mds FCFA et des dons pour 85 Mds FCFA. Sur le plan fiscal, le gouvernement propose entre autres mesures, l'augmentation du droit de sortie du bois en grumes de 17,5 % à 20 % et l'assujettissement des véhicules de plus de 10 ans aux droits d'accises. Les dépenses courantes s'établissent à 2 059 Mds FCFA, les dépenses en capital à 1 586,9 Mds FCFA (+4 %) et le service de la dette publique à 727,5 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : les flux entrants d'investissements directs étrangers s'établissent en 2015 à 377 Mds FCFA

Selon les statistiques publiées par le Comité technique national de la balance des paiements, les flux d'IDE entrants seraient en progression de 8,3 % par rapport au niveau atteint en 2013. Les principaux pays de provenance de ces investissements sont les Etats-Unis, la France, le Nigéria et la Chine.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : les emplois dans le secteur privé durement touchés par la crise

Selon l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), 12 107 emplois auraient été supprimés dans le secteur privé en 2015 et 4 098 au 1^{er} semestre 2016, soit une perte de 16 205 emplois. La Caisse nationale de sécurité sociale fait état d'une baisse des cotisations sociales d'1,4 Mds FCFA (2,1 M EUR) ces 18 derniers mois. L'économie congolaise, qui dépend fortement de l'activité pétrolière, est durement frappée par la chute du cours du baril de pétrole qui a entraîné une baisse des recettes budgétaires de l'Etat. Cette crise se traduit également par une accumulation d'arriérés de paiement, vis-à-vis des entreprises privées, et une hausse de la dette publique qui représenterait 70 % du PIB en 2016, selon le FMI.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : la Banque centrale souhaite pouvoir saisir les comptes libellés en devises**

L'institution voudrait étendre ses pouvoirs pour lui permettre de « saisir » des devises étrangères dans le cas où « cet argent est importé pour financer des activités terroristes ou tout autres activités subversives menaçant la sécurité du Nigéria ». Si un tel amendement venait à passer, les nigériens disposant de comptes libellés en monnaie étrangère seraient alors tentés de retirer leurs devises en liquide plutôt que de risquer de voir leur épargne changée de manière forcée au taux officiel. Contre ce risque, la CBN propose une peine de prison de deux ans ou une amende pour toute personne en possession de devises étrangères en liquide depuis plus de 30 jours après la date d'achat.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : nouvelle attaque des *Niger Delta Avengers* dans l'Etat de Bayelsa**

Les *Niger Delta Avengers* ont revendiqué une attaque contre les branches 1, 2 et 3 du pipeline *Nembe Creek Trunk Line*, dans l'Etat de Bayelsa. Ces 3 branches ont une capacité d'exportation de 300 000 barils par jour sur les 600 000 qui transitent par ce pipeline quotidiennement. Aiteo est l'opérateur de ce pipeline de 100 km, appartenant en partie à l'italien Agip. Shell, qui produit le pétrole brut Bonny Light exporté grâce à ce pipeline, a vendu ses parts en 2015. La compagnie ne s'est néanmoins pas déclarée en force majeure, une clause contractuelle qui permet d'arrêter les livraisons en cas d'évènement exceptionnel.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : inauguration du siège du Tribunal de commerce de Niamey**

Dans le cadre d'une cérémonie officielle, le ministre de la Justice nigérien Marou Amadou, a inauguré le 9 novembre le nouveau siège du Tribunal de commerce de Niamey. La mise en service de ce nouveau bâtiment devrait améliorer le fonctionnement du tribunal, opérationnel depuis avril 2016. En six mois de fonctionnement, celui-ci a pris en charge plus de 200 dossiers, dont 85 dossiers hérités du Tribunal de grande instance hors classe de Niamey. La mise en place de ce tribunal contribue à l'objectif du gouvernement d'améliorer le climat des affaires et de rendre plus attractif le secteur privé.

✉ pascal.perron@diplomatie.gouv.fr

▼ **Kenya : des rapports d'audit révèlent de nombreuses irrégularités dans le budget des comtés**

Les rapports de l'Auditeur général du Kenya, Edward Ouko, publiés le 21 novembre dernier, examinent les dépenses de chacun des comtés pour l'année budgétaire 2014/15 et mettent en évidence des écarts importants entre les budgets initialement présentés par les gouvernements locaux et l'utilisation des fonds. Les rapports mettent en évidence de nombreux cas d'emplois fictifs et de paiements pour des prestations non réalisées. A titre d'exemple, les fonds destinés au financement d'hôpitaux dans le comté de Kisumu ne sont jamais parvenus aux établissements de santé ; à Homa Bay, les salaires versés aux employés dépassent de près de 7 M KES (67,5 M USD) les montants réglementaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : limogeage surprise du président de l'autorité fiscale de Tanzanie (TRA)**

Le président Magufuli a limogé le président de l'autorité fiscale tanzanienne (TRA), et demandé la dissolution de son conseil d'administration. Charles Kichere, ancien directeur financier et comptable de la *Tanzania National Roads Agency* (TANROADS) et ex-commissaire général adjoint, va en prendre la direction. Aucune raison n'a été officiellement invoquée, mais Charles Kichere est perçu comme proche du président. Cette décision intervient dans un contexte d'inquiétude du secteur privé tanzanien et de demandes par la Banque mondiale et le FMI d'une réforme de la fiscalité. Depuis que le président Magufuli a prêté serment le 5 novembre 2015, la collecte des recettes est passée de 412 M USD par mois à plus de 619 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : plus de 2 000 nouvelles entreprises enregistrées en un an**

De novembre 2015 à novembre 2016, 2 030 entreprises supplémentaires ont été enregistrées en Tanzanie selon le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement. Sur la base de la classification tanzanienne, le nombre total d'entreprises serait de 54 422: environ 85 % d'entre elles sont des micro entreprises (1 à 4 salariés), 14 % des petites entreprises (5 à 49 salariés), 0,35 % des moyennes entreprises (50 à 99 salariés) et seules 0,5 % emploieraient plus de 100 salariés. Le gouvernement a pour objectif l'industrialisation du pays dans sa vision stratégique de développement 2025. Le Premier ministre Kasim Majaliwa estime qu'en 2020 le gouvernement devrait être en mesure de collecter 15 % de ses revenus de ce secteur.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : interdiction de l'importation de produits libellés en langue étrangère à compter du 31 décembre 2016**

Dans le souci de garantir la protection du consommateur, le ministère du Commerce extérieur et de la Consommation a publié, le 17 octobre, une note circulaire portant interdiction d'importer sur le marché congolais, à compter du 31 décembre 2016, tout produit à usage commercial dont la notice serait exclusivement rédigée en langue étrangère, sans mention de la langue française. Les contrevenants à cette circulaire seront sanctionnés conformément à la loi.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : Techno Oil construira le plus gros terminal de GPL du pays

Techno Oil Limited et Cakasa Nigeria Company Limited ont signé un accord pour la construction d'un terminal automatisé de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Lagos. Le projet de 12 000 tonnes, financé par la banque nigériane Access Bank Plc, serait le plus important en Afrique de l'ouest. Construite sur le littoral de Kirikiri à Apapa (Lagos), la future installation pourrait permettre d'augmenter le stockage et la consommation de GPL au Nigéria. Selon le directeur général de Techno Gas and Power, Collins Onyeama, le projet, qui devrait être terminé en novembre 2017, sera géré par Cakasa en partenariat avec une entreprise européenne qui avait conduit des installations similaires au Nigéria et dans d'autres pays africains.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : projet de construction de 5 centrales solaires dans le nord-est du pays

Selon le journal *Punch*, un consortium d'entreprises allemandes spécialisées dans les énergies renouvelables, mené par la société Nigus, a conclu un accord avec le gouvernement fédéral nigérien pour la construction de cinq centrales solaires d'une valeur totale de 600 M USD dans plusieurs Etats du nord-est du pays. Chacune des centrales solaires aura une capacité de production de 100 MW et la première sera construite d'ici mars 2017 dans l'Etat d'Adamawa.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : projet de construction d'un éco-quartier pour 300 M USD à Lagos

D'après *Vanguard*, un projet de *smart city* a été dévoilé cette semaine. Connu sous le nom d'*Imperial International Business City* (IIBC), il devrait être le premier éco-quartier d'affaires construit en Afrique, sur une surface de 200 ha, situé derrière Lekki Phase 1 à Lagos. Selon Femi Akioye, directeur général de Channeldrill Resources Ltd, développeur et promoteur du projet, cette initiative est évaluée à 300 M USD. Le projet devrait offrir différentes tailles de parcelles, allant de 650 m² à 5 000 m². Les différents consultants sur le projet seront majoritairement européens, avec le belge Dredging International Limited, le hollandais Royal HaskoningDHV, et les britanniques Mott MacDonald et Gensler Associates.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : inauguration du nouvel aéroport domestique de Wa

Le Président Mahama a inauguré le nouvel aéroport domestique de Wa, capitale de la région Upper West. Les opérations commerciales débuteront dès la fin du mois de novembre, permettant au nord du pays de bénéficier d'une double desserte, en complément de l'aéroport international de Tamale. Le trafic domestique continue de s'accroître dans le pays, passant de 14 000 passagers en juillet 2015 à plus de 22 000 en juillet 2016. Ce nouvel aéroport permettra notamment de mieux desservir le grand nord ghanéen mais également la région frontalière du Burkina Faso, facilitant les échanges commerciaux.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 650 Mds FCFA d'aide publique au développement en 2015

Le ministère de l'Economie et des Finances burkinabè vient de publier son rapport sur la coopération pour le développement 2015. Le volume de l'aide mobilisée auprès des partenaires techniques et financiers (au nombre de 41) s'est élevé à 650 Mds FCFA (1 Md EUR) en 2015, montant quasi-identique à celui de 2014. En tête des contributeurs, la Banque mondiale (304 M EUR) et l'UE (296 M EUR), suivies notamment des Nations Unies (166 M EUR), de la France (133 M EUR), des États-Unis (127 M EUR) et de la BAD (109,5 M EUR). Les dons représentent 75 % des volumes. L'aide projet a été orientée vers les secteurs de l'agriculture (10,4 %), de l'eau et de l'assainissement (10,2 %), de l'éducation (8,3 %) et de la santé (6,2 %).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : renforcement de la coopération avec le Japon

La quatrième session des consultations bilatérales entre le Burkina Faso et le Japon s'est tenue le 15 novembre 2016. Il existe depuis 2007 un cadre formel de dialogue sur la coopération bilatérale entre les deux pays. Le montant de l'aide bilatérale s'est élevé à 27 M USD en 2015. Les secteurs d'intervention du Japon dans le pays sont principalement la production et la formation agricoles, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la distribution d'eau et l'assainissement, l'éducation, la santé, les TIC et le transport

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature de deux conventions de financement avec l'UE

Le Premier ministre ivoirien a signé le 21 novembre avec le directeur général de la coopération internationale et du développement de l'UE, les conventions de financement du programme d'appui budgétaire pour la bonne gouvernance et le développement (61 M EUR) et du programme d'appui au secteur vivrier (20 M EUR). Ces financements s'ajoutent aux 154 M EUR déjà versés sur la période 2012-2014. Trois autres conventions entrant dans le cadre du 11^{ème} FED (Fond européen de développement) seront prochainement signées, pour appuyer le secteur de l'électricité (3,7 M EUR), accompagner la société civile ivoirienne (4,9 M EUR) et renforcer la qualité de la coopération Côte d'Ivoire-UE (4,7 M EUR).

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : investissement marocain de grande ampleur

Le gouvernement éthiopien et la société publique marocaine OCP ont signé un accord pour la construction d'une usine de fertilisants, qui sera située à Dire Dawa (450 km à l'est d'Addis-Abeba) lors de la visite du roi du Maroc le 17 novembre. OCP devrait investir 2,5 Mds USD dans la phase I (d'ici 2022) puis 1,3 Md USD supplémentaire dans la deuxième phase du projet (d'ici 2025). L'objectif est la production de 2,5 millions de tonnes par an d'ici 2022 et 3,8 millions de tonnes par an d'ici 2025, ce qui devrait permettre à l'Ethiopie d'être autosuffisante en engrais. Le Maroc et l'Éthiopie ont également signé une dizaine de protocoles d'accord dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la fiscalité, de l'agriculture, de l'eau et de l'irrigation.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : l'Inde s'engage à financer plusieurs projets pour un montant total 317 M EUR**

Un protocole d'accord prévoyant un financement concessionnel pour plusieurs projets d'infrastructures à Maurice a été paraphé par le gouvernement indien. L'enveloppe, qui s'élève à 12,7 Mds Rs, soit environ 317 M EUR, servira essentiellement (9,9 Mds Rs, soit 247 M EUR) à financer le projet d'une ligne de métro léger ou *Metro Express*, dont le coût total est estimé à plus de 400 M EUR. D'autres projets liés au secteur du BTP sont mentionnés dans l'accord : construction d'un nouveau bâtiment pour la Cour suprême (1,1 Md Rs), construction d'un millier de logements sociaux (0,7 Md Rs) et d'un centre hospitalier (0,5 Md Rs).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : prêt de 5 M EUR de Proparco à la banque BNI**

Proparco a accordé un prêt de 5 M EUR éligibles comme « fonds propres complémentaires » à la banque malgache BNI afin d'accompagner son développement et de soutenir le financement de l'économie locale. Cette opération est la première transaction de Proparco à Madagascar depuis 2009.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ **Proparco annonce la signature d'un engagement de 15 M EUR au premier *closing* du fonds Adenia IV**

Le premier *closing* du fonds *Adenia IV* s'est révélé un succès avec près de 185 M EUR levés pour un montant cible final de 200 M EUR. Il a attiré parmi les 20 investisseurs de ce premier tour de table de nombreux acteurs privés (Old Mutual et plusieurs *family offices* européens), aux côtés d'institutions financières de développement dont Proparco, avec un engagement de 15 M EUR, et Averroès III, véhicule abondé et cogéré par BPI et Proparco. *Adenia IV* devrait intervenir en Côte d'Ivoire, au Ghana, à Madagascar et à Maurice.

✉ discourm@afd.fr

▼ **Tanzanie : prêt concessionnel lié de 160 MUSD accordé par Korea Exim Bank**

La Corée du Sud a accordé à la Tanzanie un prêt concessionnel lié de 160 M USD. 110 M USD seront consacrés à la construction d'un système d'égouts et de traitement des eaux usées à Dar es Salaam et 50 M USD permettront l'édification de lignes à haute tension, en co-financement avec la Banque africaine de développement (BAfD). Les fonds seront décaissés par l'*Economic Cooperation Development Fund* (EDCF) de la *Korea Exim Bank*. Depuis 1987, l'ECDF a prêté 445 M USD à la Tanzanie pour des projets dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé et la Tanzanie a été choisie en 2016 comme partenaire prioritaire.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : MTN Cameroun et l'Agence de promotion des PME signent un protocole d'entente pour arrimer 20 000 PME locales aux TIC**

Le service proposé par MTN aux PME intègre entre autres, un site internet et son hébergement, un nom de domaine, une messagerie professionnelle et des crédits de communication, le tout facturé mensuellement à 11 700 FCFA. Le montant de la facture mensuelle ne représente que la moitié des coûts du service offert, l'autre moitié sera supportée par l'agence promotion des PME.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Centrafrique : la conférence des bailleurs de Bruxelles a permis de collecter un montant d'engagements de 2,3 Mds USD**

Cet apport des bailleurs de fonds servira au financement du plan national de redressement et de consolidation de la paix en RCA. Ce plan vise à favoriser un certain nombre de réformes clés en relation avec la paix, la sécurité et la reprise économique. Dans le détail, la Commission européenne a pris un engagement de 409 M EUR (450 M USD) pour la période 2016-2020. Les engagements supplémentaires des États membres s'élèvent à 298 M EUR (328 M USD), dont la France 85 M EUR, l'Allemagne 18,5 M EUR, l'Ukraine 110 M EUR, l'Italie 13,6 M EUR, la Norvège 5 M EUR. La Banque Mondiale devrait apporter 500 M USD et l'ONU, 15 M USD.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : le Congo et l'Italie signent des contrats pour plus de 220 M EUR**

Le ministre congolais de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux a signé, le 18 novembre à Milan, trois contrats d'une valeur d'environ 220 M EUR avec les groupes industriels italiens Italferr, le Réseau ferré italien (RFI) et Leonardo, dans le domaine des infrastructures ferroviaires et portuaires. Ces contrats prévoient entre autres la mise en place par le RFI d'un train-atelier complet pour diagnostiquer la voie ferrée Brazzaville-Pointe-Noire ; la formation à la manutention des infrastructures ferroviaires et le renforcement des capacités du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO) par Italferr, qui par ailleurs serait déjà à pied d'œuvre sur le projet de réalisation du pont route-rail devant relier Brazzaville à Kinshasa auquel la BAfD sera associée.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : la Banque mondiale renforce son appui au secteur éducatif**

La Banque mondiale (BM) a présenté aux parlementaires congolais deux projets en faveur du secteur éducatif, à savoir : le Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), en cours d'exécution, et le Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (PRAASED), encore à l'étude. Ce second projet sera co-financé par le Congo (40 M USD) et la BM (30 M USD) et devrait être réalisé sur la période 2016-2024. Il a pour objectif d'améliorer le rendement scolaire au primaire et au collège, avec une priorité accordée aux zones rurales, aux zones ayant de faibles rendements scolaires ainsi qu'aux groupes marginalisés. Ce projet devrait bénéficier à environ 510 000 élèves du primaire et à 110 000 élèves du collège.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : les filières agricoles ont prélevé 28 M EUR de taxes pour financer des actions collectives

Selon le rapport annuel publié pour l'année 2015/2016 par le *National Agricultural Marketing Council* (NAMC), 20 interprofessions ont mis en place des dispositifs de collecte de données obligatoires et 18 d'entre elles ont bénéficié de contributions obligatoires (viande de porc, viande bovine, laine, pommes de terre, raisin de cuve, agrumes, pommes, poires...) pour un montant total de 427 M ZAR (24 M EUR) en hausse de 10 % par rapport à 2014/2015. 38 % des fonds sont destinés à la recherche, 26 % à la promotion locale et à l'export, 18 % à des projets de soutien aux petits agriculteurs et 9 % à l'information.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : polémique sur les vins sud-africains au Danemark

Plusieurs chaînes de supermarchés au Danemark ont décidé de retirer les vins sud-africains de la vente suite à la diffusion au Danemark et en Suède d'un documentaire sur les conditions de travail des ouvriers dans les domaines viticoles sud-africains. Le documentaire décrit des violations de la réglementation du travail par certains domaines viticoles : non-respect du temps de travail et du salaire minimum, exposition à des produits dangereux, déduction illégales du salaire et conditions de vie indignes. Les organisations professionnelles ont condamné ces comportements en insistant sur le fait qu'ils concernaient des cas isolés, alors que des efforts importants ont été effectués par la filière ces dernières années.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : le britannique CDC entre au capital de Zambeef

La Banque de développement britannique, CDC Group, vient de prendre le contrôle de 17,5 % du capital de Zambeef suite à son investissement à hauteur de 65 M USD dans la première entreprise agro-alimentaire privée de Zambie. Zambeef, qui s'est historiquement développée sur la viande bovine, est aujourd'hui engagée dans une stratégie à la fois de croissance horizontale, en développant la production laitière, de volailles, de porcs, d'aliments bétail, d'huile de palme et d'intégration verticale depuis la production primaire jusqu'à la distribution. L'investissement de CDC va permettre d'accélérer le développement de Zambeef dans les principales filières agricoles, dans la transformation et la distribution.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : la production de riz enregistre une hausse de 20 %

Le Mali a produit un niveau record de 2,81 millions de tonnes de riz *paddy* lors de sa campagne 2016-2017, soit une hausse de 20 % par rapport à l'année dernière et au-dessus de la prévision initiale (2,71 millions de tonnes) pour la récolte. Cette hausse est due à la bonne pluviométrie, à la hausse des superficies dédiées à la céréale, à la modernisation des équipements agricoles et à la bonne politique de distribution d'intrants. Ces résultats permettent au pays de disposer d'un surplus de 565 000 tonnes. Le Mali reste le 2^{ème} producteur de riz d'Afrique, derrière le Nigéria.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : exploitation accrue des céréales locales

Pour la campagne 2016/17, la production africaine de sorgho est en hausse à 23,9 Mt (millions de tonnes). Le Nigéria est le 1^{er} contributeur avec une production de 6,5 Mt. Sur le continent, les surfaces cultivées ont augmenté d'1,32 %. Surtout, l'utilisation de la céréale au Nigéria progresse: outre les brasseries qui la font entrer dans la composition de leurs bières, *Flour Mills of Nigeria* lancera une production de farine de sorgho dès le 1^{er} trimestre 2017 à Kano avec une capacité de 100 000 tonnes/an, en ligne avec les déclarations du ministre de l'Agriculture, qui fixait en mars dernier, l'objectif de réduire drastiquement les importations céréalières du pays d'ici 2018, qui coûtent 4,5 Mds USD au pays chaque année.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Mali : la filière mangue enregistre un chiffre d'affaires de 24,2 M EUR

Selon l'interprofession de la filière mangue du Mali (IFM-MALI), la quantité totale de mangues produite est estimée à 66 669 tonnes en 2016 contre 66 049 en 2015, ces chiffres ne tenant pas compte des quantités commercialisées dans le secteur informel. Le volume de mangues exportées est de 40 457 tonnes en 2016 (contre 38 528 tonnes en 2015), soit un chiffre d'affaires global de 24,2 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : 720 M USD tirés des exportations de légumineux, oléagineux et d'épices

Le 16 novembre dernier, le ministère du Commerce a annoncé que les exportations de légumineux, d'oléagineux et d'épices avaient rapporté 722,4 M USD au cours de l'année budgétaire éthiopienne 2015/2016. Cette performance est nettement en-deçà de l'objectif annuel fixé par le plan quinquennal de développement (*Growth & Transformation Plan II*) de 1,2 Mds USD et s'explique par la chute des cours mondiaux.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : le *Brexit* et la fin des quotas en Europe contraignent le secteur sucrier à revoir sa stratégie

Si, pour le moment le *Brexit* a encore eu peu d'impact sur les expéditions de sucre vers le Royaume-Uni, celles-ci étant libellées en euros, la principale crainte des producteurs mauriciens est qu'à moyen terme, le pouvoir d'achat des britanniques (importants consommateurs de sucres spéciaux) baisse avec la dépréciation de la livre sterling. Par ailleurs, la fin des quotas sucriers en Europe, annoncée pour septembre 2017, devrait avoir pour conséquence une augmentation de la production des betteraviers. C'est dans ce contexte que le syndicat des sucres pousse à une diversification des marchés, en visant en particulier l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Agroalimentaire : Brookside renonce à la conquête de l'Ouest

Après avoir annoncé son implantation sur les marchés ouest-africains, le géant kenyan fait marche arrière. Le groupe Brookside, fondé en 1993 par la puissante famille Kenyatta et devenu, avec environ 20 Mds de shillings (175 M EUR) de chiffre d'affaires l'an dernier, le leader des produits laitiers en Afrique de l'Est. Le marché ouest-africain, à commencer par celui, immense, du Nigeria, avec ses quelque 180 millions d'habitants, apparaît naturellement comme une cible au potentiel considérable. Mais, dix mois après cette annonce, l'enthousiasme est retombé. Très secret, ne communiquant ni sur ses performances financières ni sur ses objectifs, le groupe reste évasif sur les raisons de ce renoncement.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Energie et matières premières

▼ Burkina Faso : fin des travaux du barrage de Ziga II prévue pour mars 2017

L'Office national de l'eau et de l'assainissement du Burkina Faso (ONEA) a annoncé que les travaux du projet Ziga II seront achevés en mars 2017. Ce projet devrait permettre d'accroître la production d'eau (+7 500m³/h) et de faciliter le traitement et l'acheminement d'eau vers Ouagadougou. Son coût s'élève à 163 M EUR financé, entre autres, par la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, l'AFD et l'ONEA. Les travaux comprennent la réalisation de 52 200 branchements sociaux et 160 bornes fontaines. La filiale burkinabè du groupe français SADE construit sur ce chantier deux réservoirs de 6 000 m³ chacun et pose 61 km de canalisation gros diamètre.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouveau report du projet minier d'Imouraren

En visite au Niger, le PDG d'Areva, Philippe Knoche, a rencontré le Premier ministre nigérien Birgi Rafini, avec qui il a évoqué le report *sine die* de l'exploitation de la mine d'Imouraren. Cette mine devrait produire à son démarrage 5 000 tonnes d'uranium par an. La conjoncture difficile du marché de l'uranium avec une tendance des cours à la baisse explique en partie ce nouveau report qui devrait peser sur la trésorerie de l'Etat nigérien. Celui-ci table en effet sur des entrées fiscales liées à la reprise du secteur.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : signature d'un contrat d'étude pour la mise en place de pompes d'irrigation solaire

D'un coût de 50 M USD, le projet signé entre le ministère soudanais de l'Eau et de l'Electricité et une société allemande, a pour objectif l'installation de 30 000 pompes solaires sur l'ensemble du territoire soudanais pendant 5 ans. Le ministre a annoncé que 17 M USD seraient consacrés à l'achat de pompes allemandes pour irriguer une superficie de 126 km². Le projet fait suite à un accord signé avec le Programme des Nations Unies pour le Développement pour l'installation de pompes solaires photovoltaïques d'irrigation dans la province du Nord, pour un montant de 24 M USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : une nouvelle mini-centrale électrique en cours de construction**

L'installation de la nouvelle centrale promise par le gouvernement comorien a débuté après l'échec du premier contrat d'acquisition en octobre dernier. Le 18 novembre 2016, quatre groupes électrogènes sur les neuf commandés auprès de Caterpillar France sont arrivés. Le contrat signé avec Caterpillar pour un coût total de 12 M EUR comprend l'achat des groupes, le transport, l'installation, la construction d'une mini-centrale ainsi qu'une assistance technique pendant un an et la formation des agents de la *Ma-mwe* (compagnie nationale d'électricité). La centrale aura une capacité de production de 25 MW et devrait être opérationnelle avant fin décembre.

✉ eric.noitakis@dg.tresor.gouv.fr

▼ **Congo : Total E&P Congo et BRGM remettent aux autorités congolaises les cartes géologiques actualisées du Congo**

Afin de promouvoir son potentiel minier et de favoriser les investissements dans ce secteur, la République du Congo a lancé en 2012 le Programme national de cartographie géologique du Congo. Avec le soutien de Total E&P Congo qui a financé ce projet à hauteur de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR), le Congo a mandaté le Bureau de recherches géologiques et minières de France (BRGM) pour réaliser un inventaire des ressources minières du sous-sol congolais. C'est ainsi que le Directeur général de Total E&P Congo a procédé, le jeudi 10 novembre 2016 à Brazzaville, à la remise officielle des 8 cartes géologiques produites et de leur notice explicative au ministre des mines et de la géologie.

✉ ingrid.oramalu@dg.tresor.gouv.fr

▼ **Congo Mining entend exploiter le fer dans la Sangha**

Congo Mining, filiale de la compagnie minière australienne Equatorial Ressources, a sollicité auprès du gouvernement congolais un permis d'exploitation pour le projet de fer de Badondo, dans le département de la Sangha. La société prévoit de développer une mine de fer d'une capacité de production de 40 millions de tonnes par an de minerais de fer, pour une durée d'exploitation d'au moins 10 ans. Le coût total de cet investissement est estimé à 740 Mds FCFA (1,1 Mds EUR). Le projet devrait générer plus de 1 000 emplois. La société souligne, toutefois, que le démarrage de ce projet dépendra de la construction des infrastructures ferroviaires et portuaires régionales devant permettre de transporter et d'expédier les produits.

✉ ingrid.oramalu@dg.tresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Necsa sera propriétaire/exploitant du nouveau réacteur multi-usage (MPR) et du futur cycle du combustible nucléaire et Eskom des nouvelles centrales prévues**

L'établissement des politiques et la coordination du nouveau programme nucléaire relèveront néanmoins toujours de la responsabilité du ministère de l'Énergie. Le réacteur de recherche SAFARI-1, aujourd'hui utilisé pour la production de radio-isotopes médicaux (exportés dans plus de 60 pays), sera remplacé par le MPR, d'une puissance projetée de 20 MW. Grâce à SAFARI-1, l'Afrique du Sud occupe la deuxième place dans le marché mondial des médicaments nucléaires.

✉ ophelie.chevillard@dg.tresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Brian Molefe, le PDG d'Eskom, a annoncé sa démission à compter du 1^{er} janvier 2017**

Brian Molefe affirme qu'il prend cette décision afin de protéger les intérêts du fournisseur national d'électricité (« *in the interest of good corporate governance* ») et qu'il réfute toutes les accusations contenues dans le rapport *state capture* publié fin octobre, qui indiquait qu'il avait échangé 58 appels téléphoniques mobiles avec les membres de la famille controversée Gupta pendant la période où leurs compagnies essayaient d'acheter une compagnie qui a fourni du charbon à Eskom. Brian Molefe était PDG d'Eskom depuis avril 2015.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Angola : la production a démarré sur le champ pétrolier Mafumeira Sud**

Sonangol, Chevron et leurs partenaires Total et Eni ont lancé en octobre la production sur le champ pétrolier Mafumeira Sul, situé dans le bloc 0 au large de Cabinda. Ce projet de 5,6 Mds USD, annoncé en 2013 (plus gros investissement réalisé en Afrique pour Chevron), utilise des *Early Production Systems* (EPS) qui permettront aux opérateurs de produire dans un premier temps 10 000 barils, en attendant que les infrastructures de production complètes soient opérationnelles. A terme, la production devrait atteindre les 110 000 barils quotidiens. Les réserves se situent à 60 mètres de profondeur. Chevron est l'opérateur principal du bloc 0 avec un intérêt de 39,2 %, suivi de Sonangol (41 %), Total (10 %) et Eni (9,8 %).

📧 amilcar.cabral@businessfrance.fr

▼ **Angola: lancement du premier hôtel d'Accor en Angola**

Accor et le groupe angolais AAA ont lancé leur premier hôtel en Angola à Talatona, dans la banlieue sud de Luanda : un hôtel Ibis Styles de 120 chambres et comprenant 2 restaurants. Le partenariat entre AAA et Accor prévoit l'ouverture de 50 hôtels de la gamme Accor d'ici 2018 (contrat de gestion de 15 ans renouvelable 2 x 5 ans). Il représente une offre de plus de 6 200 chambres et la création de 7 000 emplois. Avec ce projet, Accor obtient un quasi-monopole du secteur hôtelier angolais et a désormais une visibilité sur la région. Le groupe français est présent dans 94 pays, opère 4 100 hôtels de 20 marques différentes avec 570 000 chambres et 240 000 employés.

📧 rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : la BEI accorde un prêt de 7,5 M EUR à Trustco**

Trustco, société namibienne d'investissement, a reçu un prêt de 7,5 M EUR (113 M NAB) de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le financement des petites entreprises et des entrepreneurs namibiens et un prêt de 10 M USD (135,2 M NAB) de *Norsad finance* pour des projets de développement. Cette facilité devrait aider entre 500 et 1000 entreprises et entrepreneurs locaux individuels dans toute la Namibie.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : célébration de la journée de l'industrialisation de l'Afrique 2016

La journée de l'industrialisation de l'Afrique a eu lieu le 19 novembre 2016 à Bamako, sur le thème de la valorisation du label *Made in Mali*. Elle a permis d'identifier les problématiques dont souffre le secteur industriel malien et de faire le point sur les réformes inscrites dans le livre blanc de l'organisation patronale des industriels. L'analyse révèle que le secteur produit 5 % du PIB du Mali, contre une moyenne régionale (UEMOA) de 11 %. Cette différence est due à l'étroitesse du tissu industriel malien (800 unités dans le secteur formel). Le Mali reste tout de même le premier importateur de produits industriels dans l'UEMOA.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Nigéria : Arik Air annonce la réduction de ses vols domestiques en raison de la pénurie de carburant

Arik Air veut réduire le nombre de ses vols domestiques en raison d'une pénurie de kérosène. La réduction des services est également une des conséquences de la situation monétaire actuelle. Le nombre de vols suspendus n'est pas connu et la situation pourrait rester inchangée « jusqu'à ce que la situation de l'offre s'améliore ». La baisse du cours du naira et la difficulté à obtenir des devises pour l'achat de carburant créent des pénuries périodiques dans le pays. Alors que la plupart des passagers règlent en naira et que les fournisseurs de kérosène demandent des dollars, les compagnies locales font face à de grandes difficultés.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la BRVM intègre officiellement l'indice des marchés frontières

Annoncée depuis mai 2016, l'intégration de la Bourse régionale (UEMOA) des valeurs mobilières (BRVM) à l'indice international des marchés frontières, *MSCI Frontier Markets index*, est effective depuis le 14 novembre dernier. Elle y rejoint les bourses du Maroc, du Nigéria, du Kenya, de la Tunisie et de l'île Maurice. Cette intégration permet aux investisseurs internationaux abonnés aux flux d'informations financières du MSCI d'accéder aux valeurs de sept des 41 sociétés cotées à la BRVM. Il s'agit notamment des filiales de *Sonatel* au Sénégal et au Burkina, des filiales ivoiriennes de la Société générale, de Bolloré et de Total, ainsi que de celles de *Bank of Africa* en Côte d'Ivoire et au Burkina.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : lancement de la TNT en 2017

Le ministre nigérien des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique a annoncé que l'année 2017 serait celle de la Télévision numérique terrestre (TNT) au Niger. Le lancement des activités est prévu pour le 1^{er} trimestre 2017, grâce à l'équipement qui vient d'être réceptionné. Cet équipement, d'un coût de 27 Mds FCFA (41 M EUR), est composé d'un camion pour les reportages servant de régie autonome, d'émetteurs pour les centres secondaires des huit régions du pays, de caméras et de matériel de multiplex. C'est un investissement entièrement public réalisé à travers le Fonds national d'investissement. Un délai de 20 mois a été fixé pour couvrir tout le territoire national. Une vingtaine de stations sont déjà équipées sur les 50 prévues.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : rachat de Fidelity Commercial Bank par le groupe mauricien SBM Holdings

Fidelity Bank, qui détient 0,4 % de part de marché, va être rachetée par le groupe mauricien SMB Holdings, qui effectue ainsi sa première opération en Afrique de l'Est. A l'instar de plusieurs banques de petite taille, Fidelity Bank connaît depuis plusieurs années des difficultés et a réalisé 277 M KES (2,7 M USD) de pertes en 2015. En parallèle de cette opération, des déclarations récentes de la banque centrale auraient révélé que 80 % des liquidités seraient détenues dans les sept principales banques kényanes, contre 59 % en décembre 2015 : une concentration en hausse expliquée majoritairement par les effets du plafonnement des taux d'intérêts sur les acteurs bancaires de taille modeste.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne de la Société Générale arrange un crédit syndiqué de 190 Mds FCFA (290 M EUR) pour Orange Côte d'Ivoire

Ce prêt se décompose en deux tranches : une première ligne de crédit en FCFA d'un montant de 113 Mds remboursables sur sept ans et une seconde ligne en euros d'un montant de 117 M sur quatre ans. Outre la Société Générale, l'arrangeur principal, six autres banques sont impliquées : les filiales BNP Paribas en Belgique et en Côte d'Ivoire, Chaabi International Bank (Maroc), Banque Atlantique CI (Maroc), Standard Chartered (Grande-Bretagne) et Société ivoirienne de Banque (Maroc). Orange CI est le leader de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, avec 38% de parts de marché.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Ouest : alliance exclusive entre Société Générale et American Express

Société Générale vient de décrocher un partenariat exclusif – à l'exception de Madagascar – avec le géant du paiement américain dans ses pays d'implantation en Afrique (Bénin, Burkina, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal) et en vertu duquel « tout commerçant souhaitant accepter les paiements des porteurs de cartes American Express devra signer un contrat avec Société Générale ». D'ici fin 2016, la solution de paiement d'Amex sera déployée auprès de la Société Générale de banques de Côte d'Ivoire. La première vague d'installation des terminaux de paiement électronique chez les commerçants clients de Société Générale dans ces pays devrait être achevée au 1^{er} semestre 2017.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Guinée Equatoriale : Ophir Energy et One LNG constituent une *Joint Operating Company* (JOC) dans le cadre du projet Fortuna LNG

Le pétro-gazier britannique Ophir Energy et One LNG (récente joint-venture entre Schlumberger et Golar) ont signé un pacte d'actionnaire afin de créer une société commune, Fortuna JOC. Celle-ci aura pour mission de développer le projet gazier offshore, Fortuna LNG, situé sur le bloc R. One LNG et Ophir détiendront respectivement 66,2 % et 33,8 % des actions. L'entreprise britannique devrait apporter au maximum 150 M USD. La décision finale d'investissement devrait être prise au cours du premier semestre 2017 avec une production prévue d'ici 2020.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : Conférence des bailleurs de fonds les 7 et 8 décembre

Pour les besoins de financement des projets structurants du Plan national de développement économique et social (2016-2020), le gouvernement burkinabè co-organise une rencontre avec des bailleurs de fonds à Paris, les 7 et 8 décembre 2016. Résolument « multi-partenariat » et intégrant l'investissement direct et la souscription de titres, l'approche retenue devrait en outre faire la part belle aux partenariats public-privé. En la matière, le cadre normatif et institutionnel burkinabè s'est enrichi, avec l'adoption dès 2013 d'une loi portant régime juridique du partenariat public-privé, précisée par le décret n°2014-024/PRES/PM/MEF, notamment s'agissant des modalités de sélection des offres spontanées.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

